

Institutions financières arabes et islamiques

Les pays du Golfe — notamment les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe ou CCG (Bahreïn, Koweït, Qatar, Oman, Arabie saoudite et Émirats arabes unis) dont 40 % du PNB dépend, dans certains cas, des revenus provenant du secteur énergétique (pétrole) — ont déployé des efforts considérables pour diversifier leur économie et la rendre moins dépendante du pétrole, adoptant pour cela plusieurs mesures destinées à favoriser le commerce et les investissements dans la région. Les investissements dans le secteur de la fabrication ont beaucoup augmenté, et il semble que la région surmonte peu à peu les contrecoups de la guerre du Golfe. Les années 90 ont été marquées par des innovations et par des efforts axés sur l'intégration économique dans le monde arabe et les pays membres du CCG. En effet, ces derniers ont décidé d'harmoniser leurs tarifs commerciaux et de promouvoir la coopération économique entre eux; la Ligue arabe a réclamé la création d'une zone de libre-échange d'ici l'an 2008 par le biais de la mise en oeuvre de l'accord commercial inter-arabe; le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) a entrepris des travaux préparatoires en vue de créer un organe de financement pour les projets de l'entreprise privée (voir le rapport sur le FADES); un service de développement des entreprises a été mis sur pied à la Banque islamique de développement et le Fonds monétaire arabe a créé à Bahreïn une agence d'évaluation du crédit pour les institutions financières arabes.

Ces initiatives ont été accompagnées de réformes visant à développer les marchés financiers arabes et à les relier entre eux, à améliorer les codes d'investissement et les incitations à l'investissement, à diversifier les assiettes de revenus (Bahreïn est devenu un grand centre financier de la région, les EAU et Oman mettent graduellement en valeur leur secteur touristique), à libéraliser les politiques relatives aux taux d'intérêt et aux taux de change et, enfin, à adopter des programmes de privatisation. Les pays membres du CCG poussent le secteur privé, même étranger, à jouer un plus grand rôle dans le développement de leurs économies respectives. Ces faits nouveaux témoignent de la volonté de la région à